



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux de faucardage et de curage de la retenue d'eau du Brunec à Concarneau

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 21 octobre 2026 à 12 :00

Concarneau Cornouaille Agglomération
Service Commun Commande Publique
Parc d'activité de Colguen
1, rue Victor Schoelcher – CS 50636
29186 CONCARNEAU Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux de faucardage et de curage de la retenue d'eau du Brunec à Concarneau
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Délai de validité des offres	5 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée aux attributaires
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Définis par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Pour l'ensemble des lots

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclatures	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	4
2.4 - Développement durable.....	4
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre.....	5
3.2 - Contrôle technique	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Conditions relatives au contrat.....	5
4.1 - Durée des marchés - délais d'exécution.....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
5 - Contenu du dossier de consultation.....	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Documents à produire	6
6.2 - Visite sur site.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	8
7.1 - Transmission électronique.....	8
7.2 - Transmission sous support papier	9
8 - Examen des candidatures et des offres	9
8.1 - Sélection des candidatures.....	9
8.2 - Attribution des marchés	9
8.3 - Suite à donner à la consultation	10
9 - Renseignements complémentaires.....	11
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
9.2 - Procédures de recours.....	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne des travaux de faucardage et de curage de la retenue d'eau du Brunec à Concarneau.

Lieu d'exécution :

Lieudit Le Brunec
29900 Concarneau

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-11° du Code de la Commande Publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot	Désignation
1	Faucardage - Arrachage mécanique nautique de plantes exotiques invasives
2	Curage de la retenue d'eau du Brunec à Concarneau

Chaque lot fera l'objet d'un marché. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclatures

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45112500-0	Travaux de terrassement

Lot	Code principal	Description
1	77312000-0	Service d'enlèvement des mauvaises herbes
2	45112600-1	Déblai / Remblai

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 5 mois à compter de la date limite de réception des offres ou à compter de la date limite de réponses aux demandes de négociation.

2.2 - Forme juridique du groupement

L'Entité Adjudicatrice ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires des marchés.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP, comme suit : « Les travaux sont autorisés par le Préfet suite à une procédure administrative de 4 années au cours de laquelle CCA a démontré, ses mesures en faveur de la biodiversité et de la protection des espèces, de la

préservation des habitats, de la réduction de son bilan carbone. Toutes les mesures possibles en faveur de l'environnement et du développement durable ont été prises, imposées par les services de l'Etat : DDTM, DREAL, MNHN ... ». Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 – Les intervenants

3.1 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

GAÏA – TERRE BLEUE - Représentée par M. Didier Grosdemange

Criée Ouest – Bureau n°6

29900 CONCARNEAU

Courriel : dgrosdemange@gaia-terrebleue.fr

Éléments de missions confiées à la Maîtrise d'œuvre : Missions témoins : Diagnostic, phase réglementaire, consultation des entreprises, suivi travaux / AVP - PRO - ACT - DET – AOR.

3.2 – Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.3 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucun coordinateur de sécurité et protection de la santé n'est prévu pour cette opération.

4 – Conditions relatives au contrat

4.1 – Durée des marchés – délais d'exécution

La durée des marchés et les délais d'exécution sont fixés au CCAP.

4.2 – Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues aux titulaires et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) des marchés seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, pour chacun des lots ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), pour chacun des lots ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), pour chacun des lots ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, spécifiques à chaque lot ;
- L'attestation de visite.

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si,

pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

L'entité adjudicatrice applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes : Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique :

- Si la situation du candidat le justifie, la copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin).

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), dans leurs version « Code de la Commande Publique ». Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires.declaration-du-candidat> soit le Document Unique de Marché Européen (DUME). Le DUME se substitue aux DC1, DC2 ainsi qu'un programme « Marché Public Simplifié » (MPS) et peut être complété à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellé
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes complétés.
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.
Le bordereau des prix unitaires (BPU) complété dans son intégralité.
Le détail quantitatif estimatif (DQE) – non contractuel – complété dans son intégralité.
Le mémoire technique justificatif permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre tel que défini à l'article 8.2 du Règlement de Consultation.
La note permettant d'apprécier les dispositions environnementales proposées et mises en place telle que définie à l'article 8.2 du Règlement de Consultation.
L'attestation de visite.
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat

Précisions sur le Mémoire Technique Justificatif (M.T.J.) :

- Il sera présenté de manière à respecter les sous-critères de notation présentés dans le Règlement de Consultation,
- La description des travaux faisant l'objet d'une sous-traitance devra être dans la mesure du possible incorporée dans le corps du mémoire technique, les annexes seront limitées uniquement à la présentation d'éléments techniques secondaires ou des fiches techniques de fournisseurs.

Ce mémoire comportera :

Pour le lot 1 :

- Un planning de l'intervention avec les dates et moments clés (préparation de travaux, mobilisation du matériel de faucardage, travaux de faucardage, démobilisation du matériel, séchage et retournement des tas, mobilisation du matériel pour le broyage, transports des broyats, démobilisation et remise en état...);
- Les méthodes de travaux (présentation du matériel, organisation du chantier, phasage, mise en œuvre, mise à l'eau, rendement attendu, type de filets ...);
- Liste du matériel de sécurité et antipollution présent sur le chantier.

Pour le lot 2 :

- Un planning de l'intervention avec les dates et moments clés (préparation de travaux, mobilisation du matériel pour préparer les plans inclinés, les pistes et la zone de dépôt, préparation de ces zones, mobilisation du matériel de curage, travaux de curage, démobilisation du matériel de curage, remise en état du site de dépôt, démobilisation et remise en état du site et des voiries...);
- Les méthodes de travaux (présentation du matériel, organisation du chantier, phasage, mise en œuvre, rendement attendu, provenance des matériaux pour la rampe d'accès, nombre de convois...);
- Liste du matériel de sécurité et antipollution présent sur le chantier et également mise en sécurité des accès aux routes.

Pour l'ensemble des lots :

- Une note relative à la compréhension des enjeux de l'opération et notamment de la prise en compte de l'espace naturel et de la station d'eau potable (dont la conduite de 1500 mm de diamètre). Il s'agit ici de préciser dans les méthodes, les précautions prises en compte pour garantir la préservation de ces deux enjeux.
- La liste du personnel mis à disposition. Les éventuels sous-traitants seront également renseignés ;
- La liste des moyens matériels qui seront déployés (fiches techniques, nombre d'engins, matériel en propre ou loué, année de construction, précision sur l'entretien ...);

- Plan d'installation de chantier (PIC) ;
- Sommaire du SOPRE ;
- Sommaire du PPSPS ;
- Toutes justifications nécessaires pour expliciter l'offre à condition qu'elles soient en lien avec les critères de notation décrits.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visite sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes : Une visite sur site est obligatoire, pour l'ensemble des lots. Elle est prévue le mercredi 7 octobre 2026 à 10 heures au lieudit Le Brunec à Concarneau.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Dossier : 26-22-14_ CURAGE_BRUNEC

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Concarneau Cornouaille Agglomération
Service Commande Publique
Parc d'Activités de Colguen
1 rue Victor Schoelcher- CS 50636
29186 CONCARNEAU Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par l'entité adjudicatrice est le suivant :

- Les noms des fichiers informatiques remis par les candidats devront être explicites et les plus courts possibles. Par exemple : « DC1 » à « formulaire DC1 » ou « AttestAss. » à « Attestation Assurance » ...
- Les candidats devront veiller à ce que les noms des fichiers AE – BPU – DQE – DPGF qu'ils déposent sur la plateforme soient nommés de la même manière que ceux du DCE.

- Les candidats déposant une offre veilleront à utiliser une norme de nommage des documents simple sans trop de caractères (par exemple MT à la place de Mémoire Technique) et de ne pas utiliser de caractères spéciaux.

Signature des plis électroniques :

- Seule l'offre retenue sera signée électroniquement. Il sera demandé au candidat attributaire de se munir d'un certificat électronique.

Les candidats sont invités à privilégier le format de signature électronique PAdES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitant les échanges de fichier une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme Mégalis vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les candidats sont prévenus :

- Qu'ils devront redéposer un dossier complet s'ils veulent ajouter un complément à un pli qu'ils ont déjà remis sur la plateforme ;
- Que, s'ils remettent leurs plis électroniques « au dernier moment », il se peut qu'il y ait « embouteillage » et qu'ils rencontrent des difficultés à déposer leurs plis dans les délais impartis. Il leur est donc conseillé de réaliser cela un peu en amont des délais impartis.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours. Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres, pour chacun des lots. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et sauf en cas d'absence du mémoire technique. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères et sous-critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour l'ensemble des lots :

Critères et sous-critères	Pondération
1-Valeur technique (jugée au regard du mémoire technique justificatif qui devra développer les sous-critères ci-dessous et suivant les stipulations du CCTP).	50%
1.1-Pertinence de la méthodologie de préparation du chantier (dossier d'exécution et organisation de l'intervention), d'exécution des travaux, organisation de l'intervention en fonction des contraintes du site.	30%
1.2-Pertinence des moyens en personnels et en matériels prévus pour le chantier, organisation de la qualité et des contrôles.	10%

1.3-Pertinence du planning proposé et des délais détaillés.	10%
2-Prix des prestations (apprécié sur la base du montant du DQE en € TTC).	40%
3-Valeur environnementale de la prestation (jugée au regard d'une note décrivant la politique de développement durable appliquée au chantier (réduction du bilan carbone, gestion des déchets, politique sociale...)).	10%

Méthodes d'analyse : Afin de faciliter le traitement et l'analyse des sous-critères de la valeur technique, il est fortement recommandé au candidat de présenter chaque sous-critère au sein du mémoire technique de façon claire et identifiable (partie ou sous-partie reprenant le titre du sous-critère et reprise au sommaire).

L'absence de mémoire technique dans le dossier remis par le candidat rendra l'offre irrégulière.

Analyse du critère « Valeur technique » (50%) :

Le pas de notation suivant sera utilisé pour déterminer la note du sous-critère 1.1 :

- Absence d'éléments : 0 ; - Insuffisant : 1 ou 2 ;
- Passable : 3 ou 4 ; - Moyen : 5 ou 6 ;
- Satisfaisant : 7 ou 8 ; - Excellent : 9 ou 10.

La note obtenue sera rapportée à la pondération de ce sous-critère.

Le pas de notation suivant sera utilisé pour déterminer la note des sous-critères 1.2 et 1.3.

- Absence d'éléments : 0 - Très insuffisant : 1
- Insuffisant : 2 - Moyen : 3
- Satisfaisant : 4 - Très satisfaisant : 5

La note obtenue sera rapportée à la pondération du sous-critère considéré.

La somme des notes attribuées aux 3 sous-critères formera la note « Valeur technique » sur 50.

Analyse du critère « Prix des prestations » (40%) :

L'offre moins disante régulière, selon le montant du DQE en € TTC, obtient la note maximale de 40 points. La notes des autres candidats relève de la formule : Note Prix du candidat = 40 x (offre régulière moins disante) / (offre du candidat).

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Analyse du critère « Valeur environnementale de la prestation » (10%) :

Le pas de notation suivant sera utilisé pour déterminer la note du critère :

- Absence d'éléments : 0 - Très insuffisant : 1
- Insuffisant : 2 - Moyen : 3
- Satisfaisant : 4 - Très satisfaisant : 5

La note obtenue sera rapportée à la pondération de ce critère.

Résultat final : Le résultat final est obtenu par la somme des 3 notes (Valeur Technique, Prix, Valeur Environnementale), après application des coefficients de pondération respectivement fixé à 50%, 40% et 10%. Le candidat obtenant la meilleure note globale est classé premier. En cas d'égalité, la priorité est donnée au critère « Valeur technique ».

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres et pour chacun des lots, l'entité adjudicatrice engagera des négociations avec les 3 candidats ayant obtenu la meilleure note à l'issue de l'analyse initiale des propositions. La négociation pourra porter sur l'ensemble ou partie des composantes de l'offre. Elle pourra avoir lieu par écrit, ou lors d'auditions organisées par l'entité adjudicatrice, dans le respect des principes définis dans le Code de la Commande Publique. Les candidats seront avertis de leur admission à négocier, et des modalités correspondantes.

A l'issue de la négociation et pour chacun des lots, une seconde analyse des offres des candidats ayant participé à la négociation sera réalisée, au regard des critères de jugement des offres de la présente consultation.

Pour chacun des lots, l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande

Publique. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 3 jours. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalisbretagne.org> Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes - Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

35044 RENNES Cedex CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28 / Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr / Adresse internet (U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes - Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

35044 RENNES Cedex CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28 / Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr / Adresse internet (U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Immeuble Skyline

22 mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Tél : 02 53 46 79 83 / Télécopie : 02 53 46 79 79

Courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr / Adresse internet (U.R.L) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>